

Le harcèlement scolaire des minorités LGBTIQ[☆]

Alors que les droits des minorités sexuelles et de genre sont débattus un peu partout en Europe et dans le monde, le champ éducatif français est longtemps resté en retrait. Pourtant, les études sur cette question ont bien montré l'importance de se pencher sur ces populations. À travers une enquête française sur la santé scolaire des mineur·e·s lesbiennes, gays, bissexuel·le·s, trans, intersexes, queers, et une revue de la littérature en la matière, il s'agira de revenir sur les principaux points de tension qui caractérisent l'expérience scolaire des jeunes gays, lesbiennes, bi, transgenres ou intersexes en France.

© 2021 Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés

Mots clés – école ; discrimination ; harcèlement ; minorité de genre ; violence

School bullying of LGBTIQ minorities. While the rights of sexual and gender minorities are being debated throughout Europe and the world, the French educational field has long remained in the background. However, studies on this issue have shown the importance of looking at these populations. Through a French survey on the school health of lesbian, gay, bisexual, trans, intersex and queer minors and a review of the literature on the subject, the aim is to look at the main points of tension that characterise the school experience of young gays, lesbians, bi, transgender or intersex people in France.

© 2021 Elsevier Masson SAS. All rights reserved

Keywords – discrimination; gender minority; harassment; school; violence

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2018, le Premier ministre, Édouard Philippe, et la secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, ont défini comme "mesure clé" de transmission de la culture de l'égalité la désignation dans tous les établissements scolaires d'un·e référent·e égalité filles-garçons [1]. Au-delà de la présence, par académie, de chargé·e·s de mission sur cette thématique, le périmètre de cette volonté politique interroge. Alors que les questions d'égalité filles-garçons peinent à entrer pleinement dans le champ des préoccupations de nombreux établissements, comment penser une inclusion plus large des problématiques de genre aux autres embranchements que la seule question filles-garçons ? Nous pensons bien évidemment à celle des élèves lesbiennes, gays, bissexuel·le·s, trans, intersexes, queers (LGBTIQ) que l'institution a décidé·e·ment beaucoup de mal à intégrer. Pour s'en faire une idée, regardons dans le passé récent des politiques en la matière. Déjà, en juin 2013, le rapport de Michel Teychenné intitulé "Discriminations LGBT-phobes à l'école. État des lieux

et recommandations" [2] insistait sur la nécessité de prendre en considération les questions de décrochage scolaire des minorités de genre et de sexualité, de déprises relationnelles, de pratiques à risque, ainsi que de santé globale de ces minorités dans le milieu scolaire. Depuis, rien, ou presque. Une campagne contre l'homophobie sous-utilisée, des chapitres bien souvent maladroits sur le genre en filière de sciences de la vie et de la Terre et des ABCD de l'égalité, dont on soulignera qu'ils ont réussi à emporter plus d'oppositions dans la rue que de soutiens ministériels. Ne restent que des initiatives locales et un plan d'action contre le harcèlement scolaire qui cite très marginalement les questions LGBTIQ et le lancement, depuis 2021, dans de nombreuses académies (on citera entre autres Poitiers et Toulouse en 2021), d'observatoires contre les LGBTI-phobies. Dans l'attente d'une concrétisation en termes d'actions, ces outils restent pour l'instant en suspens.

C'était sans compter sur la médiatisation, sur les réseaux sociaux notamment, des cas de discriminations, de harcèlements et de violences à l'encontre des minorités de genre et de sexualité. Pourtant, au-delà des cas dramatiques qui attirent, l'instant

Arnaud Alessandrin^{a,*}

Sociologue, codirecteur des Cahiers de la LCD, membre du conseil scientifique de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT

Johanna Dagorn^{a,b}

Sociologue, docteur en sciences de l'éducation, spécialiste des questions de genre et d'éducation, chercheuse associée au Laces, codirectrice des Cahiers de la LCD

^aUniversité de Bordeaux, Laces EA 7437, 3^{ter} place de la Victoire, 33076 Bordeaux cedex, France

^bUniversité de Bordeaux, 146 rue Léo-Saignat, 33076 Bordeaux, France

[☆] Par dérogation au code typographique et à notre charte éditoriale, nous adoptons pour ce dossier les règles de l'écriture dite inclusive.

*Auteur correspondant.

Adresse e-mail : arnaud.alessandrin@gmail.com (A. Alessandrin).



© Monster.Zstudio/stockadobe.com

Les injures LGBTQ-phobes marquent l'identité de celui ou celle qui la subit du poids de l'opprobre.

d'un regard, l'attention des médias, l'actualité de la recherche montre l'urgence qu'il y a à prendre en compte ces parcours. Dans ce contexte de timide lutte contre les discriminations envers des minorités de genre (et de sexualité), revenons sur un panorama des expériences discriminatoires et de harcèlements scolaires subis par ces élèves.

Violences et sentiment de discrimination

Le harcèlement est une violence [3]. Il ne s'agit pas de hasard ou d'une relation duale dans laquelle chacun aurait une part de responsabilité. Il s'agit même d'un délit. C'est dire combien travailler sur le climat scolaire ressenti par les élèves LGBTQ est un indicateur précieux de leur inscription non seulement scolaire, mais également familiale et plus largement relationnelle, ainsi que de leur bien-être psychique en classe comme en dehors. D'après les enquêtes de climat scolaire réalisées par Éric Debarbieux, on peut estimer qu'en moyenne, près de 10 % des élèves d'un établissement sont harcelés [4], ce qui représente environ trois élèves par classe. Les analyses relativisant ce phénomène sont donc à éloigner de notre analyse, d'autant plus que des facteurs à risque, comme le genre, l'apparence ou l'orientation sexuelle, sont largement documentés.

◆ **Le harcèlement s'accompagne toujours d'injures** et infuse un fort sentiment de discriminations

aux personnes qu'elles ciblent. Si toutes les insultes sont un stigmat, elles sont aussi un avertissement. Les injures LGBTQ-phobes sont, pour le dire avec les mots du philosophe et sociologue Didier Eribon, inaugurales [5], c'est-à-dire que l'insulte marque l'identité de celui ou celle qui la subit du poids de l'opprobre. Dans le cas de l'homophobie comme des autres insultes, le corps cible l'est toujours doublement. Ainsi les termes "pédés" ou "gouines" sont quasi systématiquement précédés de qualificatifs du débord, de l'impur, du trop-plein, du malsain : "gros pédé", "sale gouine". Le rabaissement par l'injure seule ne suffit pas.

◆ **Ce qui se sédimente dans les subjectivités des jeunes LGBTQ**, et plus précisément des minorités de genre, c'est le sentiment de honte, de violence, d'illégitimité. "Pourquoi moi ?", résume si bien le sociologue François Dubet face aux expériences discriminatoires [6]. Toutes les minorités de genre ou de sexualité n'ont bien évidemment pas la même expérience scolaire, le même vécu concernant le coming-out et la même relation aux pair-es, mais toutes expérimentent la menace de la sanction, de la mise à l'écart, du retrait, voire, pire, de la potentialité des coups. Ce danger et son infiltration dans bien des cas inaugurent un sentiment de discrimination durablement ancré.

◆ **À cet égard, il ne faut pas comprendre la discrimination** uniquement du point de vue du droit,

du refus de service, par exemple, car à l'école rares sont les cas qui prennent cette forme (sinon pour les enseignant-e-s et les professionnel-le-s LGBTIQ de l'Éducation nationale). Il s'agit plutôt d'un sentiment, d'une émotion, une confrontation avec le fait d'être "traité-e différemment", "mis-e à part", "suspecté-e". La suspicion, voilà qui est le propre des minorisé-e-s : ont-il-elle-s vraiment tout fait pour s'intégrer ? Ne méritent-il-elle-s pas, au fond, ce qui leur arrive ? Ainsi, en l'absence de politique de reconnaissance, ce régime à l'égard des minorités LGBTIQ se poursuit.

Les LGB à l'école du genre

Si l'on se réfère à des "cas" médiatisés ou si l'on regarde autour de nous, plus biographiquement en sorte, l'expérience scolaire des LGBTIQ est marquée par un nombre d'écueils qui les éloignent d'une participation éducative pleine et entière. Et pourtant, la scolarité et la santé des mineur-e-s LGBTIQ scolarisé-e-s apparaissent tardivement dans le champ de la recherche académique française, sous l'impulsion d'études qualitatives d'abord [7,8], qui discutent des questions d'égalité avant d'entrer plus directement du côté des questions LGBT. Plus rarement, ces recherches ont également pu être quantitatives [9] alors que des études similaires sont davantage développées en Suisse [10] ou au Québec [11,12], par exemple. Face à ce constat, une équipe de recherche pluridisciplinaire a tenté de dessiner plus précisément les contours de l'expérience des personnes (et des jeunes) LGBTIQ, dans une recherche [13] par questionnaire et par entretiens. Les études qualitatives sur la question du vécu des minorités sexuelles scolarisées ont montré avec précision un *continuum* net entre le sexisme et les homophobies [14]. L'enquête susmentionnée montre, par exemple, que 50 % des jeunes homosexuel-le-s ont ressenti des discriminations durant leur parcours scolaire. Les injures sont fréquemment citées mais les violences, intimidations, harcèlements et cyberharcèlements reviennent également. Plus encore, il apparaît qu'aux côtés des injures et du harcèlement, la possibilité même de l'être marque les subjectivités de ces jeunes.

◆ **On devra néanmoins signifier une différence statistique entre le collège et le lycée**, puisque ces faits apparaissent plus dans le premier que le second (respectivement 73 et 57 % des jeunes LGB s'y sont senti-e-s « *plutôt pas bien* ». Parmi celles et

ceux qui parlent de ces événements à des proches, rares sont les cas où les adultes encadrant-e-s apparaissent comme des ressources (on entend par là l'ensemble des adultes présent-e-s dans l'établissement). Plus précisément, moins de 10 % des jeunes gays, lesbiennes ou bissexuel-le-s privilégient l'équipe encadrante pour évoquer leurs expériences de violences. Si "en parler" nécessite de savoir "de quoi" parler, avec quels mots, cela nécessite aussi un climat de confiance. Or, sur cette question, 7,1 % des répondant-e-s de l'enquête se déclarent par exemple pansexuel-le-s (principalement des moins de 25 ans) : mais à qui énoncer ces identités encore peu connues du grand public ? Comment les faire reconnaître ? Quelles représentations pèsent sur ces jeunes, en matière de réception incertaine notamment. Les réseaux sociaux et les ami-e-s sont de loin perçus comme des ressources premières... avant les parents. Loin de l'idée que les réseaux sociaux seraient uniquement des lieux d'agression, ils se présentent ici comme

Les réseaux sociaux et les ami-e-s sont perçus comme des ressources premières

des lieux de soutien. Il se dessine également une mouvance générale qui mérite l'attention : l'augmentation tendancielle des identifications par soi (queer, pansexuel-le-s) ne répond pas toujours aux grammaires connues et maîtrisées par les adultes en milieu scolaire (gays ou homosexuel-le-s). Ce différentiel a pour principale conséquence le sentiment, de la part de ces mêmes mineur-e-s, d'être nié-e-s, incompris-e-s. De ne pas pouvoir, en creux, être écouté-e-s. Il en découle une méfiance : à quoi bon en parler ? De l'autre côté, celui des professionnel-le-s, exprimant parfois l'idée que l'instabilité des termes (nouveau en réalité) est symptomatique de l'instabilité identitaire de ces jeunes, le glissement vers l'incompréhension générationnelle est tout aussi net (mais réel ?).

◆ **Enfin, des conséquences en termes de santé doivent aussi être soulignées**, car les discriminations, injures, incompréhensions et tabous ne sont jamais en lévitation : ils retombent sur les subjectivités, les corps, des personnes concernées. Il faudra aussi évoquer les cas de décrochage scolaire, d'isolement, mais aussi d'anorexie ou de boulimie comme des symptômes scolaires et sanitaires auxquels l'institution et les adultes encadrant-e-s pourraient être attentif-ve-s. Dans les nombreux témoignages recueillis, on trouve avec récurrence des éléments relatifs aux toilettes, à la cantine : dans des espaces d'interactions ou d'isolement forts, les

Références

- [1] Comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Égalité entre les femmes et les hommes : transmettre et diffuser la culture de l'égalité. 8 mars 2018. www.education.gouv.fr/egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes-transmettre-et-diffuser-la-culture-de-l-egalite-11747.
- [2] Teychené M. Discriminations LGBT-phobes à l'école. État des lieux et recommandations. Juin 2013. www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/134000424.pdf.
- [3] Hurrelmann K, Hamilton FS. Social problems and social contexts in adolescence. Perspectives across Boundaries. New York (États-Unis): Aldine de Gruyter; 1996.
- [4] Debarbieux E, Alessandrin A, Dagorn J, et al. Les violences sexistes à l'école. Une oppression viriliste. Observatoire européen de la violence à l'école. 30 mai 2018. <http://prevenance-asso.fr/wp-content/uploads/2018/06/Les-violences-sexistes-%C3%A0-l%E2%80%99%C3%A9cole-une-oppression-viriliste.pdf>.
- [5] Éribon D. Réflexions sur la question gay. Paris: Fayard; 1999.
- [6] Dubet F, Cousin O, Macé E, et al. Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations. Paris: Seuil; 2013.
- [7] Ayral S. La fabrique des garçons. Sanctions et genre au collège. Paris: Presses universitaires de France; 2011.
- [8] Pasquier G. Danser à l'école primaire. Entre questionnement des stéréotypes de sexe et reconfiguration du système de genre. Terrains & travaux 2016;29(2):195-216.
- [9] Dagorn J, Alessandrin A. Être une fille, un gay, une lesbienne ou une trans au collège et au lycée. Sujet dans Cité 2015;(6):140-9.
- [10] Dayer C, Alessandrin A. L'expérience des minorités de genre et de sexualité à l'école. In: Dugas E, Ferréol G, editors. Oser l'autre. Louvain-la-Neuve (Belgique): EME; 2015. p. 87-110.

Références

- [11] Meyer EJ, Pullen Sansfaçon A. Supporting transgender and gender creative youth. School families and communities in action. 2^e éd. New York (États-Unis): EME; 2018.
- [12] Chamberland L, Richard G. Changing the school climate. A critical examination of the policies and strategies adopted in the province of Quebec, Canada. In: Russell ST, Horn SS, editors. Sexual orientation, gender identity, and schooling. The nexus of research, practice, and policy. New York (États-Unis): Oxford University Press; 2016. p. 194–215.
- [13] Dagon J, Alessandrin A. La santé des élèves LGBTI. *Ec Parents* 2018;(627):28–9.
- [14] Joing-Maroye I, Debarbieux E. Violences de genre et violences sexistes à l'école : mesurer, comprendre, prévenir. *Recherches & Éducatives* n° 8 (t. 1) et n° 9 (t. 2). Paris: Société Binet-Simon; 2013.
- [15] Firdion JM, Beck F, Schiltz MA. Les minorités sexuelles face au risque suicidaire en France. *Bull Epidemiol Hebd (Paris)* 2011;(47-48):508–10.
- [16] Alessandrin A. Mineurs trans* : de l'inconvénient de ne pas être pris en compte par les politiques publiques. *Agora débats/Jeunes* 2016;(73):7–20.
- [17] Alessandrin A. Quelle politique de santé pour les mineurs trans ? *RSSU* 2017;8(45):29–30.
- [18] Schneider E. Vu du Luxembourg. In: Espineira K, Thomas MY, Alessandrin A, editors. *Tableau noir : les transidentités et l'école*. Paris: L'Harmattan; 2014. p. 71–6.
- [19] Richard G, Alessandrin A. Politiques éducatives et expériences scolaires des jeunes trans au Québec et en France : un panorama. *Genre Sexualité & Société* 2019;(21).
- [20] Dagon J. L'ABCD de l'égalité : un outil adapté et efficace. In: Ayrat S, Raibaud Y, editors. *Pour en finir avec la fabrique des garçons*. Pessac: Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine; 2014. p. 233–6.

Pour en savoir plus

- Alessandrin A. La transphobie en France : insuffisance du droit et expériences de discrimination. *Cahiers du genre* 2016;(60):193-212.
- Alessandrin A. Sociologie des transidentités. Paris: Le Cavalier bleu; 2018.

Déclaration de liens d'intérêts
Les auteurs déclarent ne pas avoir de liens d'intérêts.

corps LGBTIQ sont mis à l'épreuve des regards, des coups, des bousculades, des humiliations. Ce constat n'est pas nouveau : il est repris par d'autres recherches comme celles d'Éric Debarbieux [4] sur l'oppression viriliste et les violences scolaires : « *et si on s'occupait enfin des toilettes* », note le chercheur, soulignant avec insistance la dimension fortement anxiogène et à risque de ces espaces peu contrôlés par l'institution. Enfin, des études plus rares en France, mais toutefois très alarmantes, mettent en lumière le surrisque suicidaire des personnes LGBTIQ [15] et, en creux, des élèves concerné-e-s.

Quelle attention aux élèves trans et intersexes ?

Les mineur-e-s trans et intersexes sont les grand-e-s oublié-e-s des recherches comme des politiques, du moins si l'on se retourne sur un temps long [16,17]. Pourtant, les chiffres de l'enquête mentionnée ci-dessus mettent l'accent sur l'urgence à penser aussi, et peut-être surtout, ces populations en termes de décrochage scolaire et de santé scolaire. Par exemple, plus de 82 % des personnes trans et intersexes interrogées ($n = 257$; 217 trans et 40 intersexes) ont jugé leur expérience scolaire (plutôt) mauvaise. Ce taux, comparable aux différentes mesures du climat scolaire dans les établissements, indique une dégradation considérable des expériences vécues par ces jeunes.

Si l'on regarde le verbatim de cette enquête, c'est-à-dire les témoignages laissés dans le questionnaire, nous remarquons que les jeunes trans et intersexes témoignent de trois ruptures précises :

- une absence de réponses adaptées à leurs problèmes administratifs (usage du bon prénom, reconnaissance de l'identité de genre...);
- une forte tension relationnelle (harcèlements et violences entre pair-e-s, incompréhension ou violence de certains parents);
- une psychiatrisation trop fréquente de leurs demandes de médicalisation et d'hormonothérapie par les infirmier-ère-s scolaires comme par les parents. Le psychiatre et militant trans Erik Schneider revenait sur ce traitement médical – et prioritairement médical – des mineur-e-s trans dans l'institution scolaire [18]. Selon lui, cette "externalisation" (qu'il renvoie aussi à une "psychiatrisation") des demandes au sujet des mineur-e-s trans est le signe d'une pathologisation de la question trans et des corps non binaires. Pour le dire autrement, cet embarras – dans le meilleur des cas – de l'institution face à ces questions conduit les professionnel-le-s à prendre appui sur des aides externes (médecins, psychologues,

psychiatres notamment), sans prise en compte des spécificités, des demandes individuelles des jeunes trans, queers et non binaires. Si la question est médicale, alors l'institution scolaire en délègue le traitement (parfois avec un certain soulagement étant donné le peu de formation des professionnel-le-s). Dans un même temps, Erik Schneider note que les enquêtes allemandes ou américaines sur les processus d'accompagnement de ces mineur-e-s soulignent une amélioration de la participation scolaire nette, mais aussi une diminution du décrochage scolaire des jeunes trans ou non binaires lorsque les demandes des jeunes (notamment de changer de prénom) sont entendues, reconnues et accompagnées [19].

Dans ce contexte, il apparaît que les mineur-e-s trans (et leurs parents) doivent bricoler leurs parcours et leurs besoins d'aide, au sein de parcours et de réseaux plus ou moins formels, mal identifiés par l'institution, ajoutant alors aux complications propres aux expériences de genre adolescentes une opacité des solutions présentes.

Conclusion

Le panorama qui vient d'être décrit n'est pas radieux. Pourtant, il existe un espoir tout droit sorti des nouvelles générations de personnes trans et non binaires, et de certains de leurs parents, en ce que les éléments de fierté finissent par – de plus en plus, mais non entièrement encore – recouvrir les hontes, les gênes, les tabous et les sanctions à l'égard des minorités LGBTIQ.

A contrario, la psychiatrisation ou la pathologisation des demandes et des identités LGBTIQ augmente les risques en matière de santé psychique et physique. La non-reconnaissance des expériences et des identités minoritaires laisse elle aussi place à une sous-citoyenneté de fait. Si l'on peut espérer des formations et des sensibilisations plus nombreuses, notamment au sein de l'Éducation nationale, nous encourageons aussi le déploiement de nouvelles recherches. Nous savons combien l'inscription, dans la durée, des questions de genre est un enjeu majeur. Récemment, les programmes de formation et les priorités ministérielles ont, en France, très vite glissé du genre – avec les ABCD de l'égalité notamment [20] – à l'égalité filles-garçons, puis à la laïcité, oubliant vite les questions propres aux minorités de genre et de sexualité. Il ne s'agit bien évidemment pas de mettre en concurrence les luttes, mais au contraire de penser leur agencement, de façon à ce qu'un thème n'en chasse pas un autre, en fonction des actualités ou des priorités académiques. ●